

À Perpignan avec les victimes de l'inflation : « La lessive est devenue tellement chère que tu peux l'offrir comme cadeau de Noël »

En 2023, les personnes les plus pauvres ont perdu près de 3 % en pouvoir d'achat. À Perpignan, dans le deuxième département le plus pauvre de France métropolitaine, les habitants racontent cette dégringolade et les privations qui se multiplient, alors que les factures de fin d'année s'amoncellent.

[Faïza Zerouala](#)

24 décembre 2024 à 13h15

Perpignan **Perpignan (Pyrénées-Orientales).**— Tout en dressant la liste de tout ce dont elle se prive, Marie-Claude Morel marque un temps d'arrêt. À 60 ans, ses difficultés financières s'insinuent partout. Un rire amer la saisit. « *J'avais mis de l'argent de côté pour m'enterrer. Si je meurs demain, je n'aurai même plus d'argent pour payer mon propre enterrement.* » Pour aider sa nièce, fraîchement licenciée et sans ressources le temps de percevoir ses indemnités chômage, la retraitée a dû piocher dans les quelques centaines d'euros mis de côté.

Le mois de décembre est tout aussi critique. Ses finances sont à sec, à cause des régularisations de fin d'année. L'électricité, l'eau, les impôts fonciers de sa maison de 70 mètres carrés. Lesquels ont augmenté de 500 euros en sept ans. « *C'est énorme, vous vous rendez compte ?* » Toutes les personnes interrogées partagent ce sentiment vertigineux d'être de plus en plus pauvres et de ne pas pouvoir renverser cette chute inéluctable.

Même si elle est propriétaire, Marie-Claude Morel lutte chaque mois. Quand elle est arrivée à Perpignan, il y a treize ans, elle n'était pas assez riche pour louer un appartement. « *Le soleil se paye. J'étais à plus de 1 000 euros de loyer alors qu'en faisant un crédit, c'était moins cher et au moins j'avais un patrimoine à moi* », raconte-t-elle.

Entrée à La Poste à 20 ans, elle a fini sa carrière à 50 ans. Il y a dix ans, la factrice a eu un accident cardiaque qui l'a contrainte à cesser toute activité. En invalidité, elle doit s'en sortir avec à peine 1 000 euros par mois. De milieu modeste et veuve depuis vingt ans, Marie-Claude Morel touche une pension de réversion « inutile », « 500 euros par trimestre », car elle lui fait payer des impôts.



Marie-Claude Morel. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Sans compter que, réforme Borne oblige, son âge de départ à la retraite a été repoussé de deux ans, à janvier 2027, date à laquelle Marie-Claude percevra peu ou prou la même somme. *« Ça a servi à quoi d'avoir travaillé comme un bourricot pour toucher ça ? Celui qui a un minimum vieillesse, qui n'a pratiquement jamais travaillé, à 200 balles près touche comme moi... »*

À l'euro près

Le département des Pyrénées-Orientales est le deuxième le plus pauvre de France métropolitaine, juste derrière la Seine-Saint-Denis. Avec un tiers de ses habitant·es sous le seuil de pauvreté, la commune de Perpignan est la première concernée. Elle comptabilise neuf quartiers visés par la politique de la ville (QPV), où vit un quart de sa population, [rappelle l'Insee](#).

La pauvreté s'y agrippe et ici les habitant·es ressentent ce que les études récentes, de l'Insee ou de l'Observatoire des inégalités, ont documenté. En sept ans, les riches sont devenus plus riches et les pauvres [se sont appauvris](#), de l'ordre de 300 euros par mois. L'Observatoire des inégalités s'est aussi penché sur la pauvreté plus « *ordinaire* », celle de ménages modestes qui peinent à accéder aux standards de la société : 13,1 % des ménages étaient en situation de privation matérielle et sociale en 2023, selon l'Insee.

Aujourd'hui, Marie-Claude Morel est dans ce cas, et est incapable de rembourser les mensualités de son crédit. L'assurance prend tout en charge. Elle liste à l'euro près ses postes de dépenses mensuelles : *« J'ai 140 euros d'impôts fonciers. La flotte, elle a énormément*

augmenté, 22 euros par mois pour 17 mètres cubes. L'électricité, je suis toute seule et je paye 143 euros par mois. Ma mutuelle santé me coûte 90 euros par mois. Et la voiture me coûte aussi cher parce que j'habite à l'extérieur de Perpignan, où les bus sont inexistantes. »

Même son médicament pour le cœur lui coûte 9 euros par mois de dépassement, malgré sa mutuelle, car elle ne peut pas prendre le générique, auquel elle est allergique.

Au quotidien, ce sont des courses au rayon soldé à – 30 % ou en Espagne, moins chères, le sacrifice de la viande et du poisson. La future retraitée coupe le chauffe-eau dès qu'elle le peut. Il fait « 17, 18 degrés » chez elle. Elle vient d'acheter par exemple des prises de courant avec coupe-circuit chez Action à 70 centimes pièce. « *Des économies de bout de ficelle* », lâche Marie-Claude Morel.

Si encore c'était seulement les prix des produits de seconde nécessité qui avaient augmenté, ça irait, mais là les pâtes et la sauce tomate nous mettent à découvert.

Sarah, 44 ans

Dans son salon coquet, aménagé avec goût avec des meubles chinés, Sarah*, 44 ans, connaît bien ces astuces. Elle vit seule avec ses trois enfants de 7, 11 et 12 ans. Noël approche mais elle doit encore équiper son logement. Elle a emménagé dans cette HLM d'un quartier populaire de Perpignan il y a trois mois. « *C'est encore le camping* », s'excuse-t-elle d'une voix douce. Elle dispose seulement d'une plaque d'appoint pour cuisiner.

Pendant longtemps, Sarah n'a pas connu de soucis financiers. Elle était propriétaire avec son mari d'un restaurant qui a fait faillite lors de la pandémie de Covid-19. Le couple divorce. Mais depuis, son ex-mari a clôturé ses sociétés dans la construction et organisé son insolvabilité, raconte-t-elle.

Avec son seul RSA et l'allocation de soutien familial, elle touche péniblement 1 000 euros. Ce jour-là, le onzième du mois, elle montre son application bancaire qui affiche déjà un solde négatif de 75 euros. Sarah veille à ce que tous ses prélèvements passent en priorité. Après, elle bricole, face à des prix qui se sont envolés il y a deux ans et ne sont jamais redescendus.

« Si encore c'était seulement les prix des produits de seconde nécessité qui avaient augmenté ça irait, mais là les pâtes et la sauce tomate nous mettent à découvert. La lessive est devenue tellement chère que tu peux l'offrir à Noël comme cadeau... » Sarah rit, et évoque toutes ces femmes seules « *qui réalisent des miracles* ».

Bénie, selon Sarah, la cantine scolaire qui permet d'assurer à ses enfants un repas complet à 2 euros. Maudites au contraire les vacances qui tombent en fin de mois. Il faut alors prévoir petit-déjeuner, déjeuner, goûter et dîner.

Lorsqu'elle touche ses allocations, cette mère de famille achète des céréales de marque pour ensuite garder le paquet et le remplir avec les premiers prix. Les enfants n'y voient que du feu. Sarah prépare elle-même les gâteaux de ses enfants, cuisine au maximum et ne s'achète plus rien. Elle ne recouvre plus ses cheveux blancs, ne va plus au hammam, n'achète plus de cosmétiques ni de vêtements.

Solidarité et vie à crédit

Dans le centre-ville, les habitant·es du quartier Saint-Jacques n'ont jamais baigné dans l'opulence. Ce quartier totalement déshérité, où cohabitent les populations gitane et d'origine maghrébine, est percuté par l'accentuation de la pauvreté. Aïssa, 53 ans, y tient une rôtisserie-épicerie depuis vingt-deux ans et le constate chaque jour. Chez Yemma, le poulet rôti à l'odeur appétissante qui tourne sur les broches vaut 7 euros, la portion de pommes de terre, 1,50 euro, et le petit pot d'aïoli, 1 euro quand il n'est pas offert par le patron.



Aïssa et sa rôtisserie, et le marché, place Cassanyes à Perpignan. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Mais ces dernières années, il réalise moins de ventes. *« C'est de pire en pire depuis le covid. »* Il a fallu alors ouvrir un petit carnet et faire des notes à ceux qu'il connaît bien. *« Ici personne n'a honte, à partir du 20 du mois, je dépanne. Je marque leur nom et ce qu'ils me doivent, pas plus de 15 euros par mois comme ça je suis sûr qu'ils pourront me rembourser. »* Certain·es disparaissent. Mais le commerçant reste compréhensif. *« Le 6, ils encaissent leur paye ou les allocations, le 8, il n'y a plus d'argent, les gens survivent. »*

Pendant qu'Aïssa parle, il désigne la place Cassanyes, qui abrite un marché aux prix qui défient toute concurrence. Ce vendredi matin, la pluie battante a dissuadé les commerçant·es de déballer la marchandise, l'espace est vide. Reste le stand de fruits et légumes : 0,80 centime le kilo de poivrons quelle que soit la couleur ou 1 euro le kilo d'aubergines. Dans l'allée, une bonne sœur de l'église Saint-Jacques chargée de courses vient ici chaque semaine pour les familles démunies.

D'ordinaire, on y trouve aussi des vêtements. Aïssa le dit lui-même, dans cette ville qui a voté Rassemblement national (RN) et porté Louis Aliot à la mairie aux dernières municipales en 2020, tout le monde vient s'approvisionner au marché Cassanyes, même ceux qui n'y vivent pas. *« Les Français ne nous aiment pas, mais viennent ici car c'est pas cher »,* commente Aïssa.

À lire aussi

[La pauvreté et les privations augmentent encore, alerte le Secours populaire](#)

12 septembre 2024

[En 2023, le gouvernement a torpillé le pouvoir d'achat des plus pauvres](#)

21 novembre 2024

Eddy*, un historique du quartier et de la communauté gitane, confirme qu'une forme de solidarité prime, et « *les Maghrébins [leur] font crédit* », dit-il en montrant du doigt une épicerie. « *La vie est de plus en plus dure, mais on est habitué à souffrir, on se contente de peu* », ajoute-t-il, plein de doutes sur des solutions à court terme.

Kamel Belkebir, 41 ans, autoentrepreneur dans la fibre, a passé l'intégralité de sa vie à Saint-Jacques, qu'il voit se dégrader. « *Ceux qui ont connu une ascension sociale sont partis* » et les écoles se sont « *ghettoïsées* ». Le chômage, les discriminations, le trafic de drogue, les marchands de sommeil – « *de moins en moins* » toutefois – pourrissent la vie des habitant·es. Lui est titulaire d'un bac + 2, avec un BTS en négociation de relations clientèles et s'en sort peu ou prou. Mais autour de lui, les habitant·es lui paraissent comme englué·es dans leurs difficultés.

Certain·es empruntent quelques centaines d'euros à des prêteurs qui vont leur réclamer de surcroît des intérêts substantiels. « *Entre ça et les ardoises dans les épiceries, les gens vivent à crédit. Sans le marché ici, plein de gens ne pourraient pas s'habiller. Ils ne peuvent pas commander sur Internet des vêtements sur les sites pas chers car beaucoup n'ont pas de carte bancaire ou sont fichés à la Banque de France.* » Les autres ont aussi recours à l'aide alimentaire.

Le besoin d'une aide « permanente »

À l'autre bout de la ville, en effet, la file du Secours populaire ne désemplit pas ce vendredi après-midi. Muni·es de leurs chariots, celles et ceux qui viennent récupérer les colis de l'aide alimentaire patientent dehors malgré le froid inhabituel.



Sandrine Da Silva, directrice du Secours populaire de Perpignan. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Dans les locaux de l'association, Nora, 54 ans, attend son tour. Cette femme souriante a caché à ses quatre grands enfants, « *indépendants et mariés, avec des enfants* », qu'elle venait chercher un colis d'aide alimentaire. Pour elle, cette situation relève du « *provisoire* ». La mère de famille vient de commencer à l'usine alors qu'elle était en fin de droits du chômage. Les 1 000 euros de retraite de son mari ne leur suffisent plus avec leur fils restant à leur charge.

« *La vie est chère, on ne s'en sort pas, on n'y arrive plus* », soupire-t-elle. Tous les vêtements de la famille sont d'occasion, elle vient à la braderie du Secours populaire, « *sauf pour les chaussures et les sous-vêtements* ». Nora le reconnaît : se priver sans cesse pèse sur son moral.

Sandrine Da Silva, directrice et secrétaire générale du Secours populaire à Perpignan, est chaque jour confrontée à des cas similaires. En 2024, la structure accueillait 36 014 personnes et a distribué 43 572 colis. Depuis quelque temps, la directrice rencontre des personnes « *en difficulté tout le temps, dès le 18 du mois, en travaillant. Avant, quand on recevait ces profils, c'était lorsqu'ils avaient un coup dur. Là, ils ont besoin d'aide permanente. À partir du 10, dès qu'ils touchent leur salaire ou les prestations sociales, certains sont déjà dans le rouge* ».

Mais difficile pour l'association d'absorber les demandes supplémentaires. Les subventions et les dons ne sont pas extensibles. Surtout [dans une ville](#) où la mairie n'a accordé que 5 000 euros à la banque alimentaire qui en demandait 20 000. L'aide ponctuelle dure trois mois au maximum pour ne pas « *maintenir l'assistanat* », assume la directrice.

On a un coup de défibrillateur quand on passe à la caisse.

Flora Rajel, association Au cœur de l'humanité 66

Sarah, la mère de famille, abonde. Il faudrait que le gouvernement aide les plus pauvres, par un chèque alimentaire fléché, car il est de plus en plus difficile de faire face. Eddy, depuis le quartier Saint-Jacques, le dit de manière plus crue encore : « *Macron, c'est un ancien banquier, il s'en fout des pauvres. C'est le pire des présidents !* »



Flora Rajel de l'association Au cœur de l'humanité 66. © Photo Faïza Zerouala / Mediapart

Beaucoup mettent aussi un point d'honneur à se distancier de celles et ceux qu'ils appellent « les assistés », tout à leur désir de travail. « *C'est une question de dignité*, dit Sarah. *Tu sais que ton argent, tu l'as obtenu par ton labeur et j'ai été éduquée comme ça.* »

En attendant, d'autres structures implantées dans la ville prennent alors le relais. Comme Au cœur de l'humanité 66. Flora Rajel la préside depuis cinq ans. Elle aide les sans-abri, constitue des colis d'aide alimentaire, achète des équipements sportifs, des fournitures scolaires ou des cadeaux de Noël pour les enfants de mères isolées. Flora elle-même élève seule son fils de 11 ans. « *On a un coup de défibrillateur quand on passe à la caisse* », illustre-t-elle.

Jusqu'à il y a une semaine, elle était sans emploi. Elle vient de trouver une mission temporaire comme éducatrice. La trentenaire énergique parle vite, habitée par sa mission. « *C'est très grave, on en arrive à ce que des mamans ne puissent plus acheter des gâteaux à 1 euro. L'inflation a fragilisé tout le monde.* » Un signe que la misère s'agrippe partout.

[Faïza Zerouala](#)